

GE_GERICHTE ACJC/613/2021 vom 22. Dezember 2020

GE Cour de justice, 2020-12-22, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_ACJC_613_2021

FR: GE_GERICHTE ACJC/613/2021 du 22 décembre 2020

IT: GE_GERICHTE ACJC/613/2021 del 22 dicembre 2020

Erwägungen

E. 1.1

Les décisions statuant sur une demande de récusation sont uniquement susceptibles de faire l'objet d'un recours, écrit et motivé, auprès de la Chambre civile de la Cour de justice dans un délai de 10 jours à compter de leur notification (art. 50 al. 2 et 321 al. 1 et 2 CPC; art. 13 al. 2 LaCC). La procédure sommaire est applicable (arrêt du Tribunal fédéral 4A_475/2018 du 12 septembre 2019 consid. 3.3; WULLSCHLEGER, in Kommentar zur schweizerischen Zivilprozessordnung, Sutter-Somm/ Hasenböhler/ Leuenberger (éd.), 3ème éd., 2016, n. 5 ad art. 50 CPC; TAPPY, Commentaire romand, Code de procédure civile commenté, 2ème éd., 2019, n. 21 ad art. 50 CPC).

E. 1.2

En l'espèce, le recours a été formé dans le délai légal et selon la forme requise, de sorte qu'il est recevable.

E. 1.3

Dans le cadre d'un recours, le pouvoir d'examen de la Cour est limité à la violation du droit et à la constatation manifestement inexacte des faits (art. 320 CPC). L'autorité de recours a un plein pouvoir d'examen en droit, mais un pouvoir limité à l'arbitraire en fait.

E. 2

Les recourantes se plaignent en premier lieu de ce que l'ordonnance attaquée ne contient pas une motivation suffisante. Celle-ci ne comprenait aucune discussion du contenu ou du bien-fondé des griefs qu'elles avaient invoqués.

E. 2.1

La jurisprudence a déduit du droit d'être entendu consacré par l'art. 29 al. 2 Cst. l'obligation pour le juge de motiver ses décisions. L'autorité n'a toutefois pas l'obligation d'exposer et de discuter tous les faits, moyens de preuve et griefs invoqués par les parties, mais elle peut au contraire se limiter à ceux qui, sans arbitraire, lui paraissent pertinents (parmi plusieurs: ATF 143 III 65 consid. 5.2; 142 II 154 consid. 4.2; 134 I 83 consid. 4.1). Savoir si la motivation présentée est convaincante est une question distincte de celle du droit à une décision motivée. Dès lors que l'on peut discerner les motifs qui ont guidé le juge, le droit à une décision motivée est respecté (arrêt 4A_344/2018 du 27 février 2019 consid. 2.3.1; cf. ATF 126 I 97 consid. 2c). Une autorité judiciaire ne commet un

- 5/8 -

C/13893/2020 déni de justice formel prohibé par l'art. 29 al. 2 Cst. que si elle omet de se prononcer sur des griefs qui présentent une certaine pertinence ou de prendre en considération des allégués et arguments importants pour la décision à rendre (ATF 143 III

65 consid. 5.2; 142 II 154 consid. 4.2; 141 V 557 consid. 3.2.1).

E. 2.2

En l'espèce, la délégation du Tribunal civil a mentionné les trois griefs invoqués par les recourantes dans leur requête en récusation et a considéré qu'ils ne relevaient pas de sa compétence. Dans la mesure où la délégation arrivait à cette conclusion, elle n'avait pas besoin d'en examiner le bien-fondé. Cette seule indication était suffisante en l'espèce et devait permettre aux recourantes de comprendre pour quelle raison leur requête était rejetée. Le grief de violation du droit d'être entendues des recourantes n'est dès lors pas fondé.

E. 3

Les recourantes soutiennent qu'à suivre la décision attaquée, la récusation d'un magistrat ne serait jamais possible après qu'il a rendu une décision sujette à appel. Elles soutiennent à nouveau que le Tribunal a repris dans une large mesure les allégués de l'intimée, que le jugement attaqué adopte une conception du droit à la reddition de compte si éloignée des règles applicables que cela n'en constitue pas qu'un simple motif d'appel et que le jugement rendu ne reprend que servilement la précédente décision rendue, en dépit de son annulation par la Cour, ce qui dénotait une volonté délibérée de trancher en sa défaveur.

E. 3.1.1

Selon l'art. 47 al. 1 let. f CPC, les magistrats se récusent lorsqu'ils pourraient être prévenus de toute autre manière que celles mentionnées aux let. a à e. L'art. 47 al. 1 let. f CPC concrétise les garanties découlant de l'art. 30 al. 1 Cst., qui a, de ce point de vue, la même portée que l'art. 6 § 1 CEDH. La garantie d'un juge indépendant et impartial permet de demander la récusation d'un magistrat dont la situation ou le comportement est de nature à susciter des doutes quant à son impartialité (ATF 140 III 221 consid. 4.2; 134 I 20 consid. 4.2; arrêts du Tribunal fédéral 5A_674/2016 du 20 octobre 2016 consid. 3.1; 5A_171/2015 du 20 avril 2015 consid. 6.1). La récusation ne s'impose pas seulement lorsqu'une prévention effective est établie, parce qu'une disposition relevant du for intérieur ne peut guère être prouvée. Il suffit que les circonstances donnent l'apparence d'une prévention et fassent redouter une activité partielle du magistrat. Cependant, seules les circonstances objectivement constatées doivent être prises en compte, les impressions purement subjectives de la partie qui demande la récusation n'étant pas décisives (ATF 144 I 159 consid. 4.3; 142 III 732 consid. 4.2.2; 142 III 521 consid. 3.1.1; 140 III 221 consid. 4.1). Le risque de prévention ne saurait être admis trop facilement, sous peine de compromettre le fonctionnement normal des

- 6/8 -

C/13893/2020 tribunaux (ATF 144 I 159 consid. 4.4; arrêt du Tribunal fédéral 5A_998/2018 du 25 février 2019, consid. 6.2; 5A_98/2018 du 10 septembre 2018 consid. 4.2).

E. 3.1.2

Des décisions ou des actes de procédure viciés, voire arbitraires, ne fondent pas en soi une apparence objective de prévention (arrêts du Tribunal fédéral 5A_171/2015 précité et 4A_377/2014 du 25 novembre 2014 consid. 6.1). En raison de son activité, le juge est contraint de se prononcer sur des questions contestées et délicates; même si elles se révèlent par la suite erronées, des mesures inhérentes à l'exercice normal de sa charge ne permettent pas encore de le suspecter de parti pris. Même lorsqu'elles sont établies, des erreurs de

procédure ou d'appréciation commises par un juge ne suffisent pas à fonder objectivement un soupçon de partialité; seules des erreurs particulièrement lourdes ou répétées, constitutives de violations graves des devoirs du magistrat, peuvent justifier une suspicion de partialité, pour autant que les circonstances corroborent à tout le moins objectivement l'apparence de prévention (ATF 138 IV 142 consid. 2.3 et les références). C'est aux juridictions de recours normalement compétentes qu'il appartient de constater et de redresser les erreurs éventuellement commises; le juge de la récusation ne saurait donc examiner la conduite du procès à la façon d'une instance d'appel (ATF 143 IV 69 consid. 3.2; arrêts du Tribunal fédéral 5A_998/2018 du 25 février 2019, consid. 6.2; 1B_545/2018 du 23 avril 2019, consid. 5.1; 5A_749/2015 du 27 novembre 2015 consid. 4.1).

E. 3.2

En l'espèce, la décision attaquée ne nie pas le droit des recourantes de requérir la récusation de la juge après qu'elle a rendu sa décision, contrairement à ce que soutiennent les recourantes, mais constate uniquement qu'en l'espèce, les griefs soulevés ne constituent pas des motifs de récusation. Quant aux motifs invoqués à l'appui de la requête en récusation, les recourantes indiquent que des "pans entiers du jugement" auraient été rédigés sur la seule base des allégués et moyens de preuve de la banque, sans toutefois indiquer à quels passages du jugement en particulier elles se réfèrent. Le seul fait que le Tribunal se fonde sur des alléguées et éléments de preuve de l'intimée n'est par ailleurs pas encore apte, en lui-même, à démontrer une quelconque prévention de la juge envers les recourantes. Il ne peut dès lors être considéré que les faits ont été établis ou les preuves appréciées d'une manière telle qu'elle dénoterait une prévention de la juge. Le grief relatif à l'établissement des faits ou l'appréciation des preuves ne relève pas, au vu de la motivation fournie, de la récusation. Les recourantes n'indiquent pas davantage quel passage en particulier du jugement rendu comporterait "une conception du droit à la reddition de compte si éloignée des règles applicables" que cela n'en constituerait pas qu'un simple motif d'appel. Il ne peut être considéré d'emblée, dans le cadre du présent recours, que ledit jugement est manifestement contraire aux principes essentiels en matière de reddition de comptes et contiendrait ainsi des erreurs particulièrement graves

- 7/8 -

C/13893/2020 dénotant une prévention de la juge. Le grief de mauvaise application des principes relatifs à la reddition de compte relève donc également de la procédure d'appel, et non de la procédure en récusation, et devra être examiné dans ce cadre. Enfin, la durée du délai imparti à l'intimée pour produire les documents n'est pas de nature à démontrer en elle-même une quelconque prévention à l'égard des recourantes, étant relevé que ces dernières ne soutiennent par exemple pas que la juge aurait profité de ce délai pour poursuivre son instruction à leur détriment et qu'elles en auraient subi un préjudice. Au vu de ce qui précède, les griefs soulevés ne sont pas fondés. Le recours sera dès lors rejeté.

E. 4

Les recourantes, qui succombent, seront condamnées solidairement aux frais judiciaires du recours, arrêtés à 800 fr. (art. 19 et 38 ss du Règlement fixant le tarif des frais en matière civile - RTFMC) et compensés avec l'avance fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève (art. 111 al. 1 CPC). Elles seront également condamnées solidairement à verser à l'intimée la somme de 800 fr. à titre de dépens débours et TVA compris (art. 106 al. 1 CPC, art. 20, 25 et 26 LaCC; art. 84, 86, 87 et 90 RTFMC). * * * * *

C/13893/2020 PAR CES MOTIFS, La Chambre civile : A la forme : Déclare recevable le recours interjeté par A_____ LTD, C_____ LTD et B_____ LTD contre l'ordonnance OTPI/796/2020 rendue le 22 décembre 2020 par la délégation du Tribunal civil dans la cause C/13893/2020-4. Au fond : Rejette ce recours. Déboute les parties de toutes autres conclusions. Sur les frais : Arrête les frais judiciaires à 800 fr., les met à la charge de A_____ LTD, C_____ LTD et B_____ LTD, solidairement, et dit qu'ils sont compensés avec l'avance fournie, qui reste acquise à l'Etat de Genève. Condamne A_____ LTD, C_____ LTD et B_____ LTD, solidairement, à verser 800 fr. à BANQUE E_____ & CIE SA à titre de dépens de recours. Siégeant : Monsieur Laurent RIEBEN, président; Madame Paola CAMPOMAGNANI et Madame Ursula ZEHETBAUER GHAVAMI, juges; Madame Camille LESTEVEN, greffière. Le président : Laurent RIEBEN

La greffière : Camille LESTEVEN

Indication des voies de recours :

Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), le présent arrêt peut être porté dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par-devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile.

Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral, 1000 Lausanne 14.

Valeur litigieuse des conclusions pécuniaires au sens de la LTF supérieure ou égale à 30'000 fr.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.